

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

**DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE
ET DU FINANCEMENT**



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

RAPPORT ANNUEL DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DECEMBRE 2022



Mars 2023

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions des titres publics par adjudication de 2018 à 2022....	9
Tableau 2 : Evolution des rendements des émissions des OAT de l'Etat togolais par adjudication en 2022	10
Tableau 3 : Répartition des engagements extérieurs par type de créancier	11
Tableau 4 : Exécution des dépenses en capital sur les emprunts extérieurs en 2022	12
Tableau 5 : Exécution du plan de financement 2022.....	13
Tableau 6 : Réalisation des émissions de titres publics au 31 décembre 2022.....	14
Tableau 7 : Caractéristiques des émissions d'obligation du Trésor effectués en 2022	15
Tableau 8 : Encours de la dette publique de 2018 à 2022 (en milliards de FCFA).....	16
Tableau 9 : Situation de la dette de 2018 à 2022 en milliards de FCFA	17
Tableau 10 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2022	18
Tableau 11 : Caractéristiques et encours des emprunts bilatéraux au 31 décembre 2022.....	20
Tableau 12 : Caractéristiques et encours des emprunts multilatéraux au 31 décembre 2022	20
Tableau 13 : Caractéristiques et encours des emprunts commerciaux au 31 décembre 2022	21
Tableau 14 : Indicateurs de coût et de risques à fin décembre 2022	21
Tableau 15 : Situation des garanties en 2022 par l'Etat en milliard de FCFA.....	24

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Courbe de rendement du Togo au 30 décembre 2022 sur le marché primaire.....	10
Figure 2: Répartition par secteur de financements obtenus en 2022	11
Figure 3 : Situation des décaissements extérieurs au titre de l'année 2022 en milliard de FCFA	12
Figure 4: Evolution des taux de couverture des émissions de titres publics de 2018 à 2022	16
Figure 5 : Evolution des émissions de titres publics de 2018 à 2022	18
Figure 6 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise à fin 2022 .	19
Figure 7 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2022	22
Figure 8 : Seuil de viabilité de la dette extérieure	25
Figure 9 : Seuil de viabilité de la dette totale (VA/PIB)	25

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES.....	2
SIGLES ET ACRONYMES.....	4
Introduction	5
I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE	6
II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES.....	6
A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt	6
1- Evolution de l'économie	6
2- Evolution des taux d'intérêts	8
III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT EN 2022	10
A- Financements extérieurs	11
1- Nouveaux engagements extérieurs	11
2- Exécution des dépenses en capital sur les emprunts extérieurs au titre de l'exercice 2022	11
3- Etat de mise en œuvre du plan de financement 2022	13
B - Financements intérieurs : Emission des titres publics à fin décembre 2022	14
IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	16
A. Dette publique intérieure	17
B. Dette publique extérieure	18
1 - Situation de la dette extérieure à fin 2022	18
2 - Composition de la dette extérieure	18
V – INDICATEURS DE COUT ET DE RISQUES DU PORTEFEUILLE	21
A- Coût du portefeuille	22
B- Risques liés au portefeuille de la dette existante	23
1- Risque de refinancement	23
2- Risque de taux d'intérêt	23
3- Risque de taux de change	24
VI- DETTE GARANTIE PAR L'ETAT.....	24
VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP).....	24
A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique.....	24
B- Orientation de stratégie d'endettement public.....	26
Conclusion.....	27

SIGLES ET ACRONYMES

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNY	Yuan renminbi
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DDPF	Direction de la Dette Publique et du Financement
DGEAE	Direction Générale des Etudes et de l'Analyse Economique
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAD	Fonds Africain de Développement
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FED	Réserve Fédérale des Etats Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FSN	Fonds Spécial du Nigéria
FMI	Fonds Monétaire International
EUR	Euro
IDA	Association Internationale de Développement
MUFG	Mitsubishi UFJ Financial Group
OPEC	Organisation de l'OPEP pour le Développement International
OTR	Office Togolais des Recettes
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissements Public
UCF	Unité de Compte FAD
USD	Dollar des Etats Unis
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
INAM	Institut National d'Assurance Maladie
MIFA	Mécanisme Incitatif de Financement Agricole

Introduction

Le présent rapport témoigne de la volonté des autorités togolaises de poursuivre les réformes engagées ces dernières années pour renforcer la transparence dans la gestion de la dette publique conformément aux bonnes pratiques internationales.

Ledit rapport rend compte de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement, la ventilation de la dette publique par devise, par structure d'échéance et par structure de taux d'intérêt ainsi que la situation des ressources mobilisées.

Il s'articule autour des points ci-après :

- les objectifs de la gestion de la dette publique ;
- le contexte macroéconomique et financier ;
- la mise en œuvre de la stratégie d'endettement public de l'année 2022 ;
- la structure de la dette publique ;
- les indicateurs de coût et de risques du portefeuille de la dette publique ;
- la dette garantie par l'Etat ;
- les activités du Comité National de la Dette Publique ; et
- la mise en œuvre des réformes.

I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Les objectifs de la gestion de la dette publique au Togo s'alignent sur les standards internationaux et communautaires. Ils visent à (i) assurer les besoins de financement de l'Etat avec un compromis de risques et de coût acceptable et le paiement à temps réel des échéances, (ii) maintenir les indicateurs de viabilité et de soutenabilité de la dette publique en-dessous de la norme communautaire de l'UEMOA et des seuils définis dans le nouveau Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) développé par le FMI et la Banque Mondiale, (iii) promouvoir le marché des titres publics.

II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES

A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt

1- Evolution de l'économie

L'activité économique reste globalement bien orientée en 2022. Sous l'hypothèse du renforcement du dynamisme de l'activité économique en lien avec la mise en œuvre des projets prévus dans la Feuille de route gouvernementale, Togo 2025 et la stabilité des prix des matières premières ainsi que des biens et services, le taux de croissance du PIB réel est attendu à 5,8% en 2022 contre 6,0% en 2021. Le déflateur du PIB est projeté à 3,7%. Le dynamisme de l'activité en 2022 serait soutenu par le secteur tertiaire (3,3 points de contribution) et dans une moindre mesure par les secteurs primaire (1,0 point), et secondaire (1,5 point).

Dans le secteur primaire, les branches « Agriculture » et « Elevage et chasse » verraient leur taux de croissance se renforcer pour s'établir respectivement à 5,1% et 6,0% contre respectivement 3,3% et 5,0% en 2021. La valeur ajoutée de la branche « Sylviculture et exploitation des forêts » progresserait de 2,5% contre 1,4% l'année précédente. La branche « Pêche et aquaculture » progresserait de 2,0% en 2022 contre 0,9% en 2021. Pour 2022, ce secteur bénéficie toujours du soutien de l'Etat pour la mise à disposition d'intrants agricoles.

Le secteur secondaire devrait poursuivre sa dynamique de croissance entamée ces dernières années. Le taux de croissance attendu en 2022 est de 7,1% contre 5,5% en 2021, avec une contribution à la croissance de 1,5 point de pourcentage. Cette orientation du secteur secondaire serait soutenue, notamment, par les branches « Fabrication de produits alimentaires » (+8,5%), « Fabrication de boissons » (+9,2%), « Production et distribution d'eau, assainissement » (+8,0%), « Construction » (+9,2%), « Production et distribution d'électricité et de gaz » (+5,5%) et « Activités extractives »

(+9,3%). La performance au niveau de la construction est en liaison avec les investissements publics.

En 2022, le secteur tertiaire progresserait de 6,3% contre 6,0% en 2021, avec une contribution à la croissance estimée à 3,3 points de pourcentage. Toutes les branches d'activités contribueraient au renforcement du dynamisme attendu dans ce secteur.

Globalement, la demande intérieure progresserait de 10,3% en 2022 pour s'établir à 5 556,6 milliards de FCFA. Elle serait composée de 22,9% de la demande de l'Etat et représenterait 109,6% du PIB.

Les exportations nettes s'établiraient à -487,7 milliards de FCFA suite à l'effet combiné de la hausse des importations de 7,0% et des exportations de 2,8%.

Le Gouvernement poursuit la mise en œuvre des réformes structurelles visant la stabilité du cadre macro-économique et l'assainissement des finances publiques qui passe notamment par une plus grande efficience dans la gestion des dépenses publiques.

Ainsi, au titre des finances publiques, les recettes totales de l'Etat et dons compris sont réalisés à 1 054,8 milliards de FCFA contre une prévision 1 073,4 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative, exercice 2022, soit un taux de réalisation de 98,3%. Les dépenses totales sont exécutées à un montant de 1 477,2 milliards de FCFA contre une prévision de 1 501,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution 98,4%. Il en résulte un solde budgétaire déficitaire de 422,4 milliards de FCFA, soit 8,3 % du PIB.

La balance des paiements¹ a enregistré un solde excédentaire de 124,1 milliards de FCFA en 2021, consécutif à un excédent du solde du compte de capital de 264,8 milliards de FCFA, atténué par des sorties nettes de capitaux du compte financier de 39,5 milliards de FCFA et le déficit du compte courant de 103,6 milliards de FCFA.

La situation monétaire, au terme de l'année 2022 comparée à 2021, s'est traduite par une expansion de 15,1% de la masse monétaire consécutive à une consolidation des créances intérieures de 29,0% et une contraction des actifs extérieurs nets de 1,7%. Les créances sur l'économie ont progressé de 16,7% pour s'établir à 1 663,5 milliards de FCFA à fin décembre 2022, représentant 32,8% du PIB.

¹ Les données de 2022 ne sont pas disponibles

2- Evolution des taux d'intérêts

Malgré le risque de récession, les banques centrales, à travers le monde, continuent de resserrer leur politique monétaire pour faire face à la hausse persistante de l'inflation. Face à la flambée des prix, la priorité des banques centrales est de maîtriser l'inflation. L'ensemble des grandes banques centrales, à l'exception de la Banque du Japon, ont resserré leur politique monétaire.

La banque centrale américaine (Fed) a relevé le 14 décembre 2022 son principal taux directeur d'un demi-point de pourcentage. Ceci constitue la sixième fois qu'elle remonte ses taux depuis mars. Le taux directeur se situe désormais dans une fourchette de 4,25 à 4,50%.

Le taux directeur de la Fed était, jusqu'en mars 2022, situé entre 0 et 0,25%, un niveau plancher destiné à soutenir l'économie pendant la crise du COVID 19 en stimulant la consommation.

La Banque centrale européenne (BCE) a relevé, le 15 décembre 2022, pour la quatrième fois depuis juillet 2022, les taux d'intérêt en zone euro. Cette nouvelle hausse est de 50 points de base, après deux hausses plus fortes de 75 points de base. Le taux directeur de la BCE est passé à 2,5% au 21 décembre 2022 après s'être stabilisé entre 0% et 0,25% en 2021.

Le Conseil des gouverneurs estime que les taux d'intérêt doivent encore être augmentés sensiblement à un rythme régulier, pour assurer un retour au plus tôt de l'inflation vers l'objectif de 2%. La prévision d'inflation moyenne d'Eurostat est de 8,4% pour 2022, de 6,3% pour 2023, de 3,4% en 2024 puis de 2,3% en 2025. La BCE devrait donc garder des taux directeurs élevés pendant encore longtemps.

Les pays se sont très peu financés sur le marché financier en 2022. Les rendements obligataires augmentent pour la majorité des notes de crédit et les coûts d'emprunt pour de nombreux pays et entreprises atteignant déjà des niveaux qu'ils n'avaient pas connus depuis au moins dix (10) ans.

Dans l'UEMOA, la BCEAO a relevé à trois (3) reprises ses taux directeurs de 25 points de base à chaque resserrement en 2022, afin de ramener progressivement le taux d'inflation dans l'intervalle cible de la Banque Centrale (entre 1% et 3%) sur le moyen terme. Ainsi, le taux minimum de soumission aux injections de liquidité et le taux de prêt marginal de la BCEAO sont passés respectivement de 2,0% et 4,0%, en vigueur depuis le 24 juin 2020, à 2,75% et 4,75%, pour compter du 16 décembre 2022.

Dans ce contexte, l'analyse de l'exécution du programme d'émissions pour l'Etat du Togo au 31 décembre 2022 fait ressortir l'évolution suivante par rapport à la situation enregistrée au 31 décembre 2021 :

- ✓ la baisse du taux de couverture des émissions : à la date du 31 octobre 2022, le taux de couverture des émissions du Togo effectuées durant l'année 2022 ressort à 231%, en baisse de 65 points de base (pb) par rapport au niveau de 296% relevé à fin 2021 ;
- ✓ le taux de réalisation des mobilisations est de l'ordre 99% au cours de l'année 2022, soit un gap de mobilisation de 5,50 milliards de FCFA par rapport aux prévisions sur cette période ;
- ✓ des niveaux de rendement, toujours avantageux pour le Togo, évoluant entre 2,79% et 6,19% sur les maturités allant de 6 mois à 15 ans. Ainsi en 2022, les rendements des titres émis sont ressortis en moyenne en baisse de 14 pb par rapport aux rendements moyens enregistrés sur les maturités émises en 2021. En effet, le rendement des Bons du Trésor est passé de 6,12% en 2018 à 2,79% en 2022. Celui des OAT de 3 ans, 5 ans et 7ans sont en moyenne respectivement de 7,57%, 7,30% et 6,25% en 2018 contre 5,23%, 5,63% et 5,61% en 2022. Pour les OAT de 10 ans, leur rendement moyen est passé de 6,50% en 2020 à 5,87% en 2022. Le rendement moyen est passé de 6,22% en 2021 à 6,19% en 2022 pour les OAT de 15 ans. Cette baisse globale est essentiellement liée aux bonnes performances du marché des titres publics sur les premiers mois de l'année 2022. En effet, à partir du second semestre 2022, une hausse des taux de rendement a pu être constatée sur l'ensemble des maturités usitées par les émetteurs du marché des titres publics.

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions des titres publics par adjudication de 2018 à 2022

Maturité	2018	2019	2020	2021	2022
6 mois	6,12%	5,50%	4,32%	3,08%	2,79%
3 ans	7,57%	6,45%	6,22%	5,53%	5,23%
5 ans	7,30%	6,77%	6,34%	5,74%	5,63%
7 ans	6,25%	6,35%	6,48%	5,97%	5,51%
10 ans	—	—	6,50%	6,08%	5,87%
15 ans	—	—	—	6,22%	6,19%

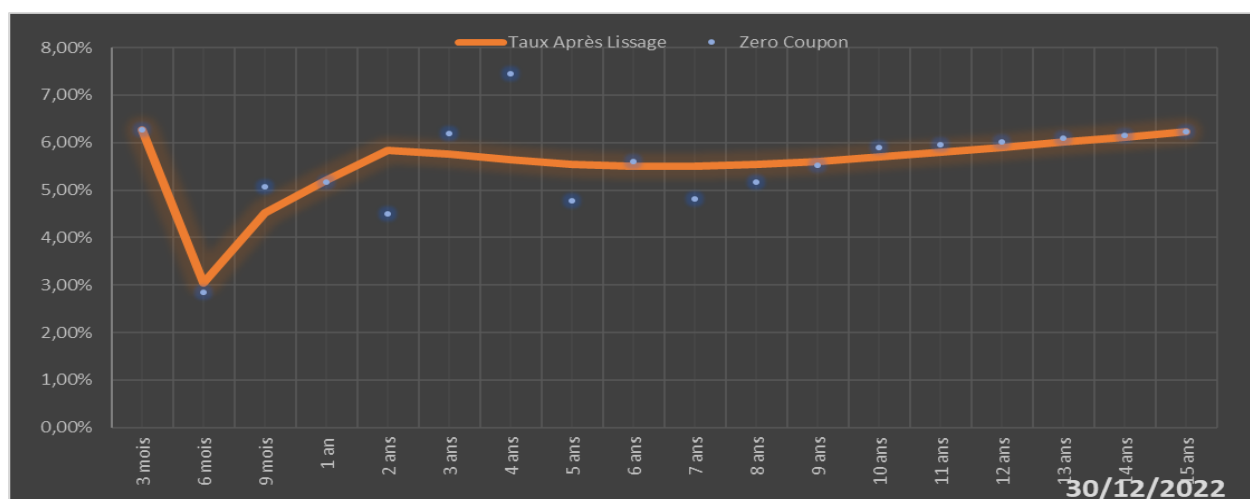
Source : UMOA-Titres

Tableau 2 : Evolution des rendements des émissions des OAT de l'Etat togolais par adjudication en 2022

Maturités	RMP Zone UMOA de la zone UMOA au 31.10.2022	RMP Togo au 31.10.2022	RMP Togo en 2021	Ecart RMP zone UMOA & Togo au 31.10.2022	Ecart RMP Togo 2021 vs 2022 arrêté au 31.10.2022
6 mois	2,76%	2,76%	4,17%	0,00%	-1,41%
3 ans	5,33%	5,11%	5,87%	-0,22%	-0,76%
5 ans	5,46%	5,65%	5,92%	0,19%	-0,27%
7 ans	5,87%	5,72%	6,01%	-0,15%	-0,29%
10 ans	5,87%	5,93%	6,04%	0,06%	-0,11%
15 ans	6,07%	6,12%	6,22%	0,05%	-0,10%

Source : UMOA-Titres

Figure 1 : Courbe de rendement du Togo au 30 décembre 2022 sur le marché primaire



Source : UMOA-Titres

III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT EN 2022

La stratégie retenue pour l'année 2022 vise la mobilisation des ressources concessionnelles et semi-concessionnelles, couplée avec le développement du marché des titres publics de l'UEMOA par l'émission des titres publics de moyen terme de maturité comprise entre 7 ans et 15 ans. Cette stratégie avait mis l'accent sur la possibilité d'un recours au marché international de capitaux en vue d'une gestion active de la dette pour lisser davantage le profil d'amortissement et atténuer le risque de refinancement et du financement des projets de la feuille de route gouvernementale Togo 2025.

A- Financements extérieurs

1- Nouveaux engagements extérieurs

Au titre de l'année 2022, le montant des nouveaux engagements extérieurs du Togo y compris ceux envers la BOAD est estimé 277,32 milliards de FCFA, ventilé par type de créanciers comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau 3 : Répartition des engagements extérieurs par type de créancier

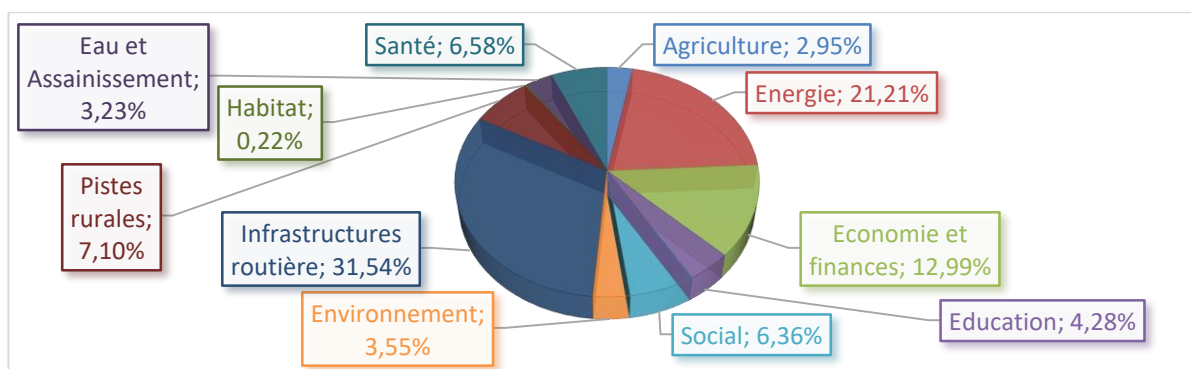
CREANCIERS	MONTANT DES ENGAGEMENTS SIGNES EN 2022	EN %
BILATERAUX	29,52	10,64
COMMERCIAUX	81,22	29,29
MULTILATERAUX (y compris la BOAD)	166,58	60,07
TOTAL DES ENGAGEMENTS	277,32	100,00

Source : DGTCP

La mobilisation des ressources extérieures en 2022 cadre avec les orientations du document de stratégie d'endettement public 2022-2024 qui vise la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels et semi-concessionnels.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des emprunts extérieurs en 2022 par secteur. Il s'agit de : l'Energie, l'Agriculture, la Santé, les infrastructures routières, l'Eau et Assainissement, l'Education, l'Environnement et le Social.

Figure 2: Répartition par secteur de financements obtenus en 2022



Source : DGTCP

2- Exécution des dépenses en capital sur les emprunts extérieurs au titre de l'exercice 2022

L'exécution des dépenses en capital sur les emprunts extérieurs se présente comme suit :

Pour le PIP, le décaissement des emprunts projets se chiffre à 98,38 milliards de FCFA contre une prévision de 113,09 milliards de FCFA, soit un taux de 87%.

S'agissant des emprunts programmes de la Banque mondiale, ils sont décaissés à hauteur de 29,45 milliards de FCFA contre une prévision de 19,60 milliards de FCFA, soit un taux de 150,3%.

Au total, l'exécution des emprunts extérieurs (emprunts projets et emprunts programmes) au titre de l'exercice 2022 se chiffre à 127,83 milliards de FCFA, soit une réalisation de 96,3% des prévisions inscrites dans la loi de finances rectificative pour un montant total de 132,69 milliards de FCFA, comme le montre le tableau ci-dessous :

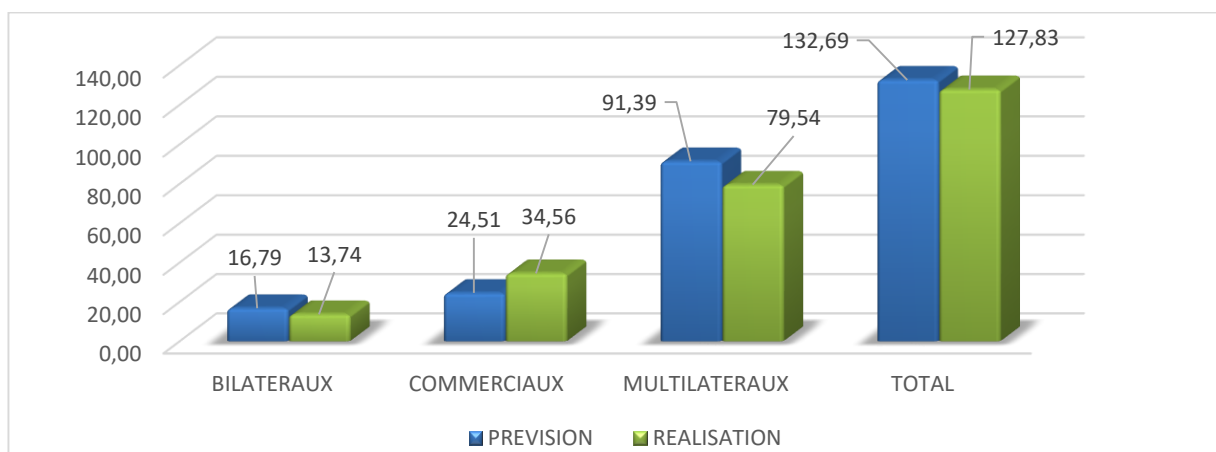
Tableau 4 : Exécution des dépenses en capital sur les emprunts extérieurs en 2022

LIBELLES		PREVISION DE DECAISSEMENT 2022			REALISATION FIN DECEMBRE 2022	
		Montant en milliards de FCFA	EN % du TOTAL	EN % du PIB	Montant en milliards de FCFA	Taux d'exécution (%)
FINANCEMENT EXTERIEUR	1- MULTILATERAUX	91,39	68,87	1,79	79,54	87,04
	- Concessionnels (FMI, (IDA 19&20), BAD, FAD, FIDA, BADEA))	58,30			56,69	97,22
	- Semi-concessionnels (BID, BIDD, OFID)	16,60			12,43	74,88
	- Non -concessionnels (BOAD)	16,48			10,42	63,25
	2- BILATERAUX	16,79	12,66	0,33	13,74	81,80
	- Concessionnels (AFD, FONDS DHABU, FONDS KHALIFA, FONDS SAOUD)	14,63			12,08	82,57
	- Semi-concessionnels (FONDS KOWEITTIEN)	2,16			1,66	76,63
	3- COMMERCIAUX	24,51	18,47	0,48	34,56	140,98
	- EXIMBANK CHINE, EXIMBANK INDE	8,70			7,39	85,01
	- Non -concessionnels	15,82			27,16	171,76
	MUFG-BANK	3,82			12,91	337,85
	HAPOALIN BANK	5,77			5,04	87,27
	NATIXIS	6,22			9,22	148,12
	TOTAL	132,69	100,00	2,59	127,83	96,34

Source : DGTCP

Il faut souligner que les décaissements auprès des commerciaux ont connu un dépassement par rapport aux prévisions révisées. Ils sont évalués à 34,56 milliards de FCFA contre une prévision de 24,51 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 141%. Ceci s'explique par une augmentation des décaissements au titre du projet de réhabilitation de la route Sokodé-Tchamba-Frontière Bénin auprès de MUFG et du projet d'installation et de Fourniture de 50 000 lampadaires solaires pour les localités rurales auprès de NATIXIS pour des montants respectifs de 9,09 milliards de FCFA et de 3 milliards de FCFA.

Figure 3 : Situation des décaissements extérieurs au titre de l'année 2022 en milliard de FCFA



Source : DGTCP

3- Etat de mise en œuvre du plan de financement 2022

Le plan de financement de 2022 est exécuté à 98,82%. Ce niveau de décaissements par rapport au PIP est consécutif à la prise en compte du décaissement auprès d'ADEX pour un montant de 6,16 milliards de FCFA, des décaissements supplémentaires auprès des autres créanciers extérieurs pour un montant de 4,65 milliards de FCFA et d'autres décaissements intérieurs pour un montant de 45 milliards de FCFA. Le tableau ci-dessous indique le taux d'exécution du plan de financement 2022.

Tableau 5 : Exécution du plan de financement 2022

LIBELLES		PREVISION DE DECAISEMENT 2022			REALISATION FIN DECEMBRE 2022	
		Montant en milliards de FCFA	EN % du TOTA	EN % du PIB	Montant en milliards de FCFA	Taux d'exécution (%)
FINANCEMENT EXTERIEUR	1- MULTILATERAUX	91,39	11,48	1,79	95,51	105
	- Concessionnels (FMI, (IDA 19&20), BAD, FAD, FIDA, BADEA))	58,30			61,79	105,98
	- Semi-concessionnels (BID, BIDC, OFID)	16,60			5,08	30,58
	- Non -concessionnels (BOAD)	16,48			28,64	173,79
	2- BILATERAUX	16,79	2,11	0,33	13,64	81,23
	- Concessionnels (AFD,FONDS DHABU ,FONDS KHALIFA,FONDS SAOUD)	14,63			12,53	85,60
	- Semi-concessionnels (FONDS KOWEITIEN)	2,16			1,12	51,62
	3- COMMERCIAUX	24,51	3,08	0,48	29,49	120,32
	- EXIMBANK CHINE,EXIMBANK INDE	8,70			6,07	69,77
	- Non -concessionnels	15,82			23,42	148,10
	MUFG-BANK	3,82			7,91	206,91
	HAPOLIN BANK	5,77			2,52	43,64
	NATIXIS	6,22			6,84	109,89
	ADEX	0,00			6,16	
	TOTAL EN DEVISE	132,69	16,67	2,59	138,64	104,48
FINANCEMENT INTERIEUR	1-TITRE DE CREANCES	663,31	83,33	12,96	603,00	90,91
	- ADJUDICATION	463,31	58,20	9,05	445,00	96,05
	OBLIGATION DU TRESOR A 3 et 5 ANS	167,50	21,04	3,27	226,11	134,99
	OBLIGATION DU TRESOR A 7 ANS	122,50	15,39	2,39	95,26	77,76
	OBLIGATION DU TRESOR A 10 ANS ET PLUS	173,31	21,77	3,39	123,63	71,33
	- SYNDICATION	200,00	25,13	3,91	158,00	79,00
	2- PRETS	0,00	0,00	0,00	45,00	0,00
	TOTAL EN FCFA	663,31	83,33	12,96	648,00	97,69
TOTAL		796,00	100,00	15,55	786,64	98,82

Source : DGTCP

B - Financements intérieurs : Emission des titres publics à fin décembre 2022

Au cours de l'année 2022, le Trésor Public a émis des obligations du Trésor sur le marché régional de l'UMOA pour un montant de 603 milliards de FCFA contre une prévision de 663,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 90,91%. Pour les besoins de trésorerie, une émission de Bon du Trésor infra annuel de six (6) mois d'un montant de 27,5 milliards de FCFA a été réalisée. La répartition par maturité est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Réalisation des émissions de titres publics au 31 décembre 2022

Titres Publics	Prévisions	Réalisations	Ecart de réalisation
OAT-3A a 5A	167,50	226,11	(58,61)
OAT-7A	122,50	95,26	27,24
OAT-10A ET PLUS	173,31	123,63	49,68
SYNDICATION	200,00	158,00	42,00
TOTAL	663,31	603,00	60,31

Source : DGTCP

Au cours de l'année 2022, les orientations stratégiques et la préférence des investisseurs pour les titres publics de moyen terme ont contraint l'Etat du Togo à émettre plus des obligations assimilables du Trésor de 3 ans et de 5 ans pour un montant de 226,11 milliards de FCFA, contre une prévision de 167,50 milliards de FCFA. Cette situation s'explique par le resserrement de la politique monétaire qui a contraint les investisseurs ayant du mal à anticiper l'inflation dans leur tarification, à se positionner sur les maturités moyennes. Il convient également de relever que, les banques ont une forte exposition aujourd'hui sur les maturités longues qui ont été sollicitées par les Etats lors de la crise liée à la pandémie de COVID 19.

La syndication a été de 158 milliards contre une prévision de 200 milliards, soit un taux de couverture de 80%. Il convient de relever qu'en novembre 2022, trois pays étaient simultanément sur le marché pour mobiliser des montants conséquents, ce qui a occasionné l'insuffisance de la liquidité pour couvrir le montant sollicité par le Togo. Mais, au regard des conditions proposées, on peut affirmer que les objectifs de coût et de risque de refinancement sont atteints en raison de la politique monétaire en vigueur puisque le taux de sortie est de 6,24% avec une maturité moyenne de 10 ans.

Les obligations assimilables du Trésor sont émises par voie d'adjudication et respectivement pour 72,1 milliards de FCFA d'une maturité initiale de 3 ans, 154 milliards de FCFA pour une maturité

initiale de 5 ans, 95,3 milliards de FCFA pour une maturité initiale de 7 ans, 82,6 milliards de FCFA pour une maturité initiale de 10 ans et 41 milliards de FCFA pour une maturité initiale de 15 ans. Il faut souligner que l'Etat togolais a émis par syndication un montant de 158 milliards de FCFA contre une prévision de 200 milliards de FCFA.

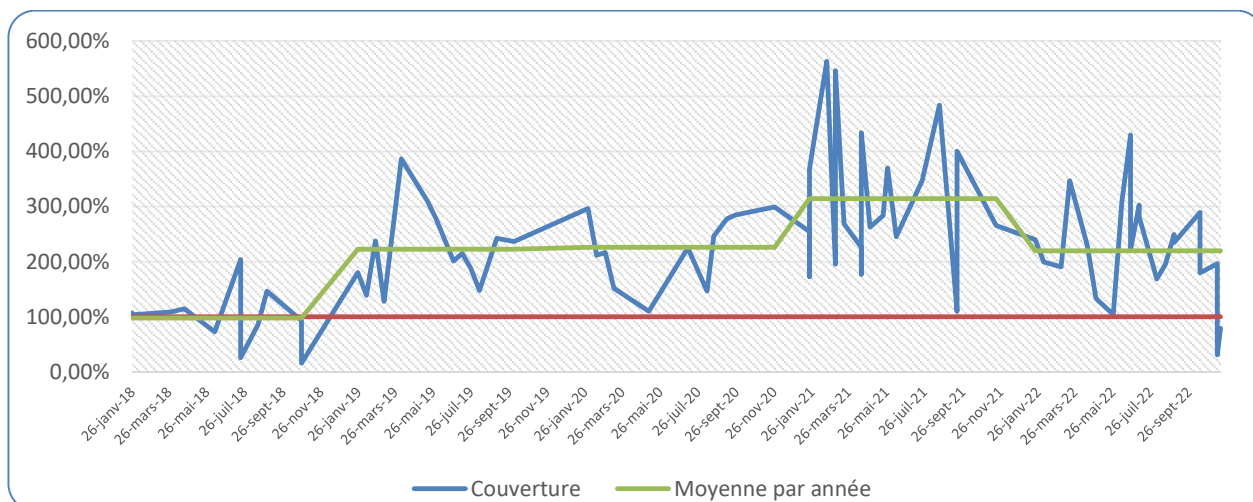
Tableau 7 : Caractéristiques des émissions d'obligation du Trésor effectués en 2022

	Date de l'adjudication	Code ISIN	Échéance	Coupon (%)	Volume mis en adjudication (million de FCFA)	Volume proposé (million de FCFA)	Volume émis (million de FCFA)	Taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions	Taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions retenues	Taux/Prix moyen pondéré	Rendement moyen pondéré (%)
Bons du Trésor					25 000	77 188	27 500	308,75%	110,00%		
Bons du Trésor à 6 mois	07/01/2022	TG0000001734	10/07/2022		25 000	77 188	27 500	308,75%	110,00%	2,78%	2,79%
Obligations du Trésor					650 000	1 121 255	603 001	172,50%	92,77%		
Obligations du Trésor à 3 ans	10/06/2022	TG0000001841	13/06/2025	5,30%	25 000	77 215	25 000	308,86%	100,00%	100,86%	4,98%
	24/06/2022	TG0000001841	13/06/2025	5,30%	25 000	53 696	18 750	214,78%	75,00%	100,19%	5,23%
	11/11/2022	TG0000001916	14/11/2025	5,30%	30 000	29 454	28 370	98,18%	94,57%	99,61%	5,44%
Obligations du Trésor à 5 ans	18/03/2022	TG0000001791	21/03/2027	5,60%	30 000	104 076	30 000	346,92%	100,00%	102,94%	4,92%
	08/07/2022	TG0000001866	12/07/2027	5,80%	30 000	45 390	20 000	151,30%	66,67%	100,03%	5,79%
	05/08/2022	TG0000001874	08/08/2027	5,75%	25 000	42 133	25 000	168,53%	100,00%	99,94%	5,76%
	19/08/2022	TG0000001875	08/08/2027	5,75%	30 000	43 863	33 000	146,21%	110,00%	99,69%	5,82%
	02/09/2022	TG0000001874	08/08/2027	5,75%	30 000	37 375	23 000	124,58%	76,67%	99,71%	5,82%
	14/10/2022	TG0000001874	08/08/2027	5,75%	30 000	43 390	22 994	144,63%	76,65%	99,72%	5,81%
Obligations du Trésor à 7 ans	21/01/2022	TG0000001742	24/01/2029	5,80%	35 000	84 008	37 000	240,02%	105,71%	104,89%	4,96%
	15/04/2022	TG0000001809	19/04/2029	5,80%	30 000	68 701	32 000	229,00%	106,67%	100,06%	5,79%
	24/06/2022	TG0000001809	19/04/2029	5,80%	25 000	21 451	6 251	85,80%	25,00%	99,00%	5,93%
	02/09/2022	TG0000001882	22/08/2029	5,90%	30 000	35 229	10 000	117,43%	33,33%	99,76%	5,94%
	14/10/2022	TG0000001882	22/08/2029	5,90%	30 000	26 906	10 006	89,69%	33,35%	99,65%	5,96%
Obligations du Trésor à 10 ans	04/02/2022	TG0000001759	07/02/2032	5,90%	35 000	69 835	35 000	199,53%	100,00%	100,86%	5,78%
	29/04/2022	TG0000001817	04/05/2032	5,90%	30 000	40 031	33 000	133,44%	110,00%	100,25%	5,87%
	08/07/2022	TG0000001858	12/07/2032	6,15%	30 000	42 222	10 000	140,74%	33,33%	100,17%	6,13%
	11/11/2022	TG0000001908	14/11/2032	6,00%	30 000	4 630	4 630	15,43%	15,43%	99,70%	6,04%
Obligations du Trésor à 15 ans	04/03/2022	TG0000001775	22/11/2036	6,00%	30 000	57 212	30 000	190,71%	100,00%	99,55%	6,05%
	27/05/2022	TG0000001825	30/05/2037	6,15%	35 000	36 440	11 000	104,11%	31,43%	99,65%	6,19%
	16/11/2022	Syndication TPTG 2022	16/11/2037	6,00%	200 000	158 000	158 000	79,00%	79,00%		6,22%
Total					675 000	1 198 443	630 501	177,55%	93,41%		

Source : DGTCP

Les émissions des titres publics en 2022 se sont réalisées dans une parfaite liquidité du marché financier de l'UMOA, comme le témoigne l'évolution des taux de couverture. Toutefois, il convient de noter qu'à partir du deuxième semestre, un rationnement de liquidité s'était imposé compte tenu de la reprise de l'activité économique suite à la crise liée à la pandémie de Covid-19. Les taux de couverture sont certes satisfaisants mais moins importants que les exercices 2020 et 2021

Figure 4: Evolution des taux de couverture des émissions de titres publics de 2018 à 2022



Source : DGTCP

IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique est constituée de la dette publique directe de l'administration centrale.

A fin décembre 2022, elle se chiffre à 3 337,36 milliards de FCFA, soit 65,84% du PIB. La situation de la dette publique de 2018 à 2022 est résumée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Encours de la dette publique de 2018 à 2022 (en milliards de FCFA)

Année	2018	2019	2020	2021	31-déc-22
Dettes de l'Administration Centrale Par échéance et par type d'instrument de la dette	2 191 036,03	2 197 741,99	2 555 446,23	2 912 477,22	3 337 356,37
Court terme selon échéance initiale (<= à 12 mois)	352 103,18	161 797,11	156 761,11	41 669,90	41 669,90
Titres de créance	126 610,00	51 354,00	71 318,00	0,00	0,00
Crédits	0	25000	0,00	0	0
Autres comptes à payer	225 493,18	85 443,11	85 443,11	41 669,90	41 669,90
Long terme, par échéance initiale (> à 12 mois)	1 838 932,85	2 035 944,88	2 398 685,12	2 870 807,33	3 295 686,47
Titres de créance	958 027,85	1 069 522,37	1 251 947,34	1 523 999,50	1 833 506,31
Crédits	880 905,00	966 422,51	1 146 737,78	1 346 807,83	1 462 180,16
Autres comptes à payer	0	0	0	0	0
Dettes totales	2 191 036,03	2 197 741,99	2 555 446,23	2 912 477,22	3 337 356,37
Titres de créance	1 084 637,85	1 120 876,37	1 323 265,34	1 523 999,50	1 833 506,305
Crédits	880 905,00	991 422,51	1 146 737,78	1 346 807,83	1 462 180,164
Autres comptes à payer	225 493,18	85 443,11	85 443,11	41 669,90	41 669,897
Par Devise	2 191 036,03	2 197 741,99	2 555 446,23	2 912 477,22	3 337 356,37
Numéraire locale	1 692 229,70	1 575 614,99	1 775 231,76	2 048 921,71	2 041 249,70
Numéraire étrangère	498 806,33	622 127,00	780 214,47	863 555,52	1 296 106,66
Encours de la dette extérieure de l'administration centrale par type de créancier	600 758,64	751 300,47	981 276,36	1 063 975,39	1 296 106,66
Créanciers officiels bilatéraux	40 846,71	32 305,89	35 632,59	47 077,45	59 712,57
Créanciers multilatéraux	237 546,96	331 712,23	478 442,51	520 630,08	759 601,93
Banques commerciales (Eximbank Chine ; Eximbank Inde, Sté GENERALE et MUFG BANK OF TOKYO)	322 364,98	387 282,35	467 201,27	496 267,86	476 792,16

Source : DGTCP

Le taux d'endettement est passé de 51,95% en 2019 à 62,43% en 2021 puis à 65,84% en 2022. Le Togo respecte ainsi la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%. Le service de la dette publique totale payé au cours de la gestion 2022, se chiffre à 504,20 milliards de FCFA.

Tableau 9 : Situation de la dette de 2018 à 2022 en milliards de FCFA

Libellés	2018	2019	2020	2021	2022
Dette Totale	2 191,04	2 197,74	2 555,45	2 912,48	3 337,36
<i>Dette Extérieure</i>	600,76	751,3	981,28	1 063,98	1 296,11
<i>Dette Intérieure</i>	1 590,28	1 446,44	1 574,17	1 848,50	2 041,25
Total de Tirages / Emissions	517,18	534,04	762,3	712,27	786,18
<i>Dette Extérieure</i>	72,55	181,96	272,32	55,58	138,18
<i>Dette Intérieure</i>	444,64	352,08	489,98	656,69	648,00
Total du Service de la Dette (a + b)	439, 12	517,68	479,58	506,23	504,2
<i>Service de la Dette Extérieure</i>	42,26	47,24	31,95	39,05	107,85
<i>Service de la Dette Intérieure*</i>	396,86	470,45	447,62	467,18	396,35
Total des remboursements de principal (a)	368,77	431,82	381,6	406,44	379,79
<i>Dette Extérieure</i>	33,72	38,44	19,35	24,08	84,00
<i>Dette Intérieure</i>	335,05	393,38	362,25	382,36	295,79
Total des paiements d'intérêt et commissions (b)	70,35	85,86	97,98	99,8	124,41
<i>Dette Extérieure</i>	8,53	8,8	12,6	14,98	23,85
<i>Dette Intérieure</i>	61,82	77,07	85,37	84,82	100,56

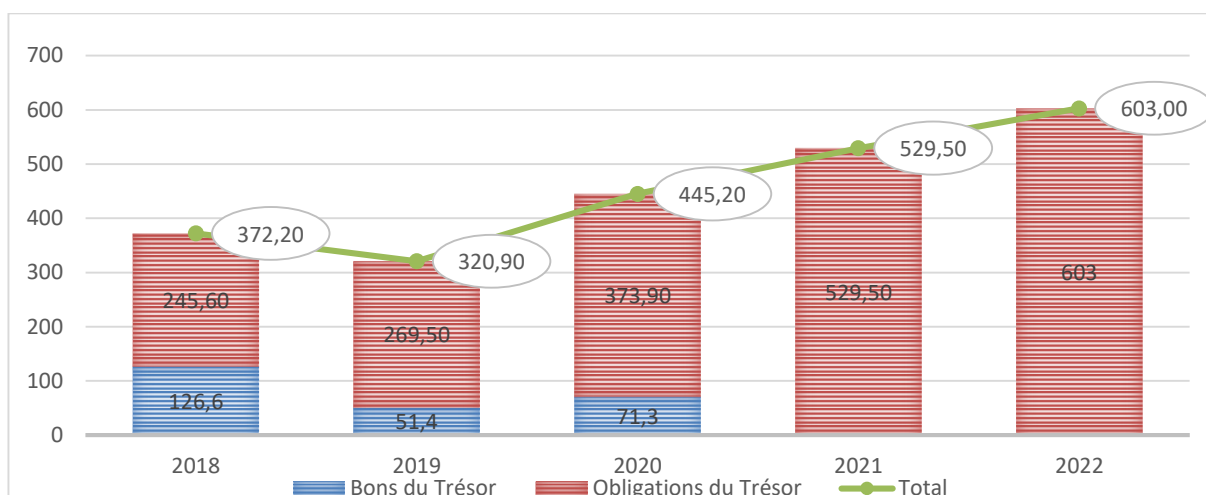
Source : DGTCP

A. Dette publique intérieure

Le stock de la dette intérieure se chiffre à 2 041,25 milliards de FCFA à fin décembre 2022, soit une hausse de 10,43% par rapport à son niveau à fin 2021 imputable à la hausse de la mobilisation des titres publics, et à une émission d'obligations par syndication sur le marché financier de l'UEMOA.

Le montant global des émissions brutes sur le marché régional ressort à 630,5 milliards de FCFA au titre de 2022 dont un bon infra annuel de 27,50 milliards de FCFA, en hausse de 13,20% par rapport à 2021. L'évolution des émissions de titres publics de 2018 à 2022 est présentée par la figure ci-après.

Figure 5 : Evolution des émissions de titres publics de 2018 à 2022



Source : DGTCP

B. Dette publique extérieure

1 - Situation de la dette extérieure à fin 2022

L'encours de la dette extérieure au 31 décembre 2022 se chiffre à 1 296,11 milliards de FCFA contre 1 223,44 milliards de FCFA un an plus tôt y compris la BOAD. Cette variation est due aux tirages pour 138,64 milliards de FCFA, des remboursements pour 84 milliards de FCFA, autres ajustements antérieurs (5,64) milliards de FCFA et aux fluctuations de taux de change (12,38) milliards de FCFA.

Tableau 10 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2022

CREANCIERS	ENCOURS AU 31.12.2021	AUTRES FLUX ANTERIEURS SUR TIRAGES	PRINCIPAL PAYÉS EN 2022	TIRAGES 2022	VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE	ENCOURS AU 31.12.2022
BILATERAUX	47,08	(0,07)	3,36	13,64	2,42	59,71
COMMERCIAUX	496,27	1,74	56,44	29,49	5,73	476,79
MULTILATERAUX	680,09	3,96	24,20	95,51	4,23	759,60
TOTAL	1 223,44	5,64	84,00	138,64	12,38	1 296,11

Sources : DGTCP

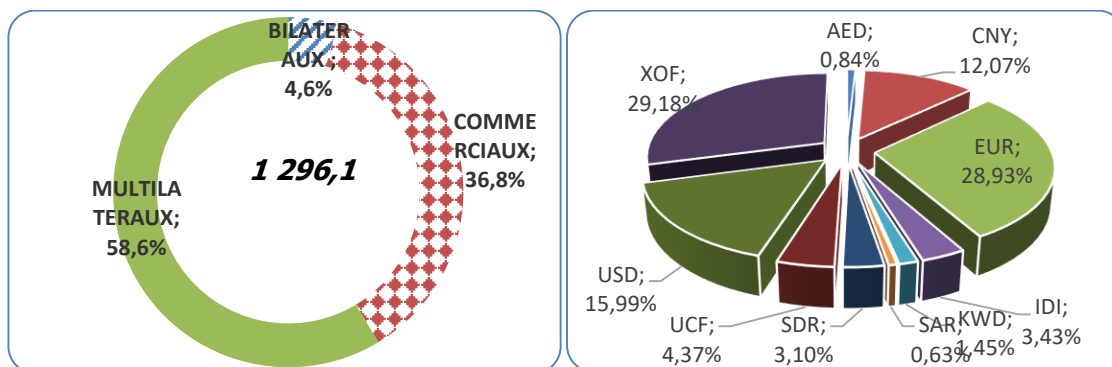
2 - Composition de la dette extérieure

La dette extérieure du Togo à fin décembre 2022 se chiffre à 1 296,11 milliards de FCFA et représente 38,84% du portefeuille de la dette publique et 25,32% du PIB.

La décomposition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise est présentée ci-dessous.

L'encours de la dette extérieure est composé de 58,6% des engagements envers les créanciers multilatéraux, 36,8% envers les commerciaux et de 4,6% envers les bilatéraux.

Figure 6 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise à fin 2022



Source : DGTCP

Au vu de la composition de l'encours, la dette publique est moins exposée au risque de taux de change. En effet, il est composé de 83,5% de dettes libellées en FCFA et de dette en Euro.

Toutefois, le portefeuille de la dette extérieure (38,84% de la dette totale) est influencé par les fluctuations de certaines devises majeures dont les proportions sont : 15,99% pour le dollar US et 12,07% pour le yuan renminbi (CNY). On note une proportion non négligeable de la dette extérieure libellée en Euro (28,93%) qui est une devise non fluctuante vis-à-vis du FCFA. Il faut signaler également que tous les concours du FMI en DTS dont l'encours représente 15,30% de la dette extérieure n'ont pas d'effet sur le taux de change en raison de l'accord signé entre la BCEAO et l'Etat. Il faut aussi souligner que les prêts BOAD tous libellés en FCFA et représentent 13,87% de la dette extérieure. Le risque de refinancement est faible pour la dette extérieure, compte tenu de la maturité longue de ce type de financement.

➤ Emprunts bilatéraux

Cette catégorie de dette représente une part relativement faible, soit 4,61% du portefeuille de la dette extérieure.

Le principal créancier bilatéral du Togo est le Fonds Koweïtien (31,51%) suivi de l'Agence Française de Développement (26,64%) et du Fonds d'Abu Dhabi (18,32%).

Tableau 11 : Caractéristiques et encours des emprunts bilatéraux au 31 décembre 2022

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (en milliard de FCFA)	%
AFD	EUR	20	5	1	15,91	26,64
BELGIQUE	EUR	30	11	0	5,83	9,76
FDS SAOUDIEN	SAR	25	5	2	8,23	13,78
FONDS KOWEITIEN	KWD	26	6	2	18,81	31,51
FONDS D'ABU DHABI	AED	20	5	1	10,94	18,32
TOTAL					59,71	100,00

Source : DGTCP

➤ Emprunts multilatéraux

La dette multilatérale se chiffre à 759,60 milliards de FCFA et représente le principal type de créancier extérieur, soit 48,93% du portefeuille de la dette extérieure. Les engagements du Gouvernement togolais représentent 27,29% du portefeuille de la dette extérieure pour l'IDA, le contre 26,11% pour le FMI et 23,67% pour la BOAD.

Les emprunts multilatéraux se présentent comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 12 : Caractéristiques et encours des emprunts multilatéraux au 31 décembre 2022

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (en milliard de FCFA)	%
BADEA	USD	25	10	1	15,36	2,02
BEI	EURO	22	6	2	8,54	1,12
BID*	USD-IDI	25	7	2	64,23	8,46
BIDC	USD-UCF	26	5	2,75	19,53	2,57
FAD	UCF	40	10	0,75	47,58	6,26
FIDA	SDR-EURO	40	10	0,75	7,34	0,97
FMI	SDR	10	6	0,5	198,36	26,11
IDA	EUR-SDR	36	6	0,75	207,33	27,29
OPEC	USD	20	5	2,25	11,55	1,52
BOAD	XOF	22	7	2,77	179,79	23,67
TOTAL					759,60	100,00

NB : Pour la BID, il s'agit des charges administratives

Source : DDTCP

➤ Emprunts commerciaux

La dette commerciale qui s'élève à 476,79 milliards de FCFA occupe la deuxième place du portefeuille de la dette extérieure par type de créancier après les multilatéraux, soit 36,79%. L'Eximbank Chine (56,97%) est le principal créancier, suivi respectivement de la Société Générale

(17,91%) et de Bank of Tokyo-MUFG (13,40%) dans le cadre de l'opération de reprofilage de la dette intérieure et de la réhabilitation de la route Sokodé Tchamba-frontière Bénin, puis de l'Eximbank Inde (7,60%) pour cette catégorie de dette. Le Togo a également fait recours à ADEX, Natixis et Hapoalim Bank

Tableau 13 : Caractéristiques et encours des emprunts commerciaux au 31 décembre 2022

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (milliard de FCFA)	%
ADEX	USD	15	2	5	6,15	1,29
EXIMBANK CHINE	USD - CNY	20	7	2	271,64	56,97
EXIMBANK INDE	USD	22	7	1,75	36,25	7,60
BK OF TOKYO-MUFG	EUR	10	2	4,68	63,89	13,40
SOCIETE GENERALE	EUR	10	2	4,54	85,38	17,91
BANQUE HAPOALIM	EUR	10	3	Euribor 6 mois+0,15%	6,65	1,39
NATIXIS	EUR	12	3	0,38	6,84	1,43
TOTAL					476,79	100,00

Source : DGTCP

V – INDICATEURS DE COUT ET DE RISQUES DU PORTEFEUILLE

Les indicateurs de coût et de risques ont été calculés sur le portefeuille de la dette publique à fin décembre 2022 dont l'encours se chiffre à 3337,35 milliards de FCFA, soit 65,84% du PIB.

Le tableau ci-dessous résume les indicateurs de coûts et de risques liés au portefeuille de la dette publique calculés à fin décembre 2022.

Tableau 14 : Indicateurs de coût et de risques à fin décembre 2022

Indicateurs de coût et risques		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales
Montant (en milliard de FCFA)		1 296, 11	2 041, 24	3 337, 35
Montant (en million d'USD)		2 107,49	3 319,11	5 426,60
Dettes nominales en % du PIB		25,57	40,27	65,84
VAN en % PIB		20,05	40,83	60,89
Coût de la dette	Intérêts payés (% PIB)	0,42	2,31	2,73
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,65	5,73	4,15
Risque de refinancement	ATM (année) : Maturité moyenne du portefeuille	8,25	5,64	6,66
	Dettes échéant dans un (1) an (% de la dette totale)	6,62	15,48	12,02
	Dettes échéant dans un (1) an mois (% PIB)	1,71	6,23	7,94
Risque de taux d'intérêt	ATR : Temps moyen jusqu'à refixation (année)	8,22	5,64	6,64
	Refixation dans un (1) an (% de la dette totale)	7,05	15,48	12,19

	Dettes à taux fixe y compris Bons du Trésor (% de la dette totale)	99,53	100,00	99,82
	Bons du Trésor en % de la dette totale	0,00	0,00	0,00
Risque de taux de change	Dettes extérieures en % de la dette totale			38,84
	Dettes extérieures exclues le FCFA et l'Euro en % de la dette totale			16,50

Source : DGTCP

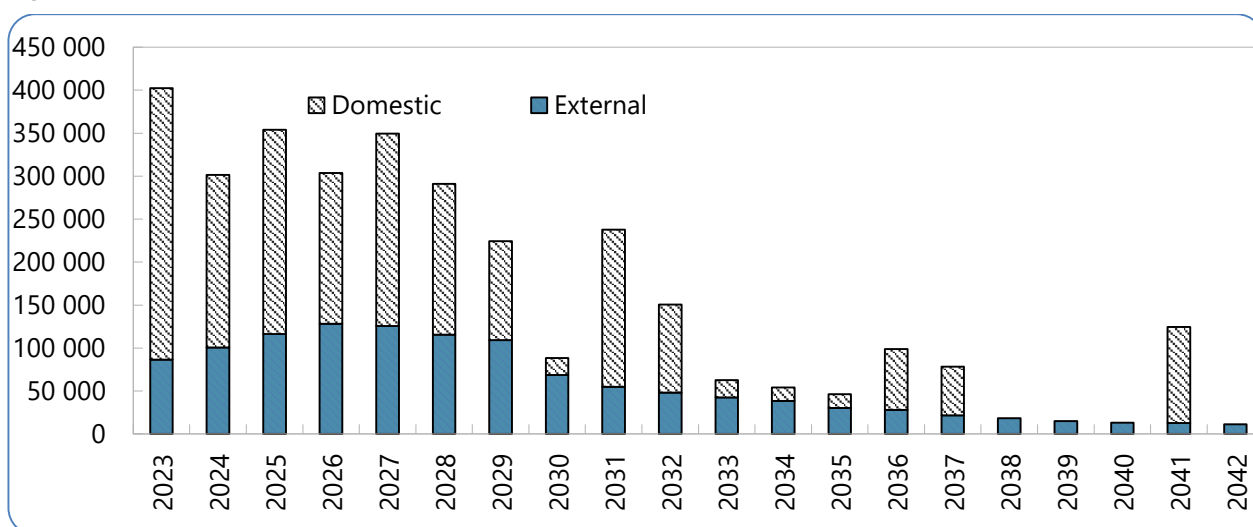
A- Coût du portefeuille

Le coût du portefeuille de la dette est analysé à travers le taux d'intérêt implicite. Il ressort à 4,15% à fin décembre 2022 contre 4,08 % à fin décembre 2021. Le coût sur le marché régional a augmenté en 2022 en ligne avec l'orientation de la politique monétaire de la Banque Centrale pour contenir les tensions inflationnistes. La dette intérieure, dominée par les titres publics coûte en moyenne 5,73%, soit au moins trois (3) fois plus cher que la dette extérieure (1,65%). La réduction de ce coût dépendra de la capacité de l'Etat à mobiliser à moyen terme les ressources concessionnelles.

La charge d'intérêt représente 2,73% du PIB. Elle est de 2,31% du PIB pour la dette intérieure contre 0,42% du PIB pour la dette extérieure.

Le profil d'amortissement de la dette montre que le portefeuille est exposé à un risque de refinancement compte tenu de la maturité relativement courte des emprunts de la dette intérieure. La figure ci-dessous indique une concentration des échéances de la dette intérieure au cours des deux (2) prochaines années qui peuvent générer des pressions de refinancement.

Figure 7 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2022



Source : DGTCP

B- Risques liés au portefeuille de la dette existante

1- Risque de refinancement

Le risque de refinancement est mesuré à travers trois indicateurs :

- ✓ la maturité moyenne du portefeuille ;
- ✓ la proportion de dette qui arrive à échéance en pourcentage du PIB ; et
- ✓ la proportion de dette qui arrive à échéance en pourcentage de la dette totale.

La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille est de 6,66 ans à fin décembre 2022 contre 6,35 ans à fin décembre 2021. Cet indicateur est influencé positivement par la dette extérieure ayant une maturité moyenne de 8,25 ans. La maturité moyenne de la dette intérieure, quant à elle, est de 5,64 ans en 2022 contre 5,23 ans en 2021, l'emprunt obligataire d'une maturité de 15 ans dont 4 ans de différé.

L'encours de la dette arrivant à échéance au 31 décembre 2023 représenterait 12,02% de l'ensemble du portefeuille de la dette, soit 7,94% du PIB. La part de la dette intérieure qui arrive à échéance au 31 décembre 2023 serait de 15,48% contre 6,62% pour la dette extérieure.

Le profil de maturité indique une forte concentration des échéances au cours des cinq (05) prochaines années, ce qui pourrait générer des pressions de refinancement.

2- Risque de taux d'intérêt

Le risque de refixation ou de taux d'intérêt est mesuré à l'aide de trois (3) indicateurs :

- ✓ la durée moyenne jusqu'à révision du taux ;
- ✓ la dette à réviser dans un délai d'un an ou moins ; et
- ✓ la dette à taux fixe.

Le temps moyen de l'ensemble du portefeuille jusqu'à la révision des taux est de 6,64 ans. Cet indicateur relativement faible est influencé par la dette intérieure ayant pour temps moyen de 5,64 ans. Le temps moyen de la dette extérieure est de 8,22 ans.

L'encours de la dette dont le taux sera révisé au 31 décembre 2023 représenterait 12,19% de la dette totale. Cette dette qui arrive à échéance sur la période devrait toutefois être refinancée à de nouvelles conditions financières du marché, ce qui exposerait le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. C'est le cas notamment de 15,48% de la dette intérieure qui viendrait à échéance en 2023. Le niveau de la dette à taux variable dans le portefeuille est négligeable (0,18%), ce qui réduit l'exposition du portefeuille aux fluctuations des taux d'intérêts.

3- Risque de taux de change

Au vu de la composition de l'encours, la dette publique est moins exposée au risque de taux de change. En effet, il est composé de 83,5% de dettes libellées en FCFA et de dette en Euro.

Le portefeuille de la dette extérieure (38,84% de la dette totale) est tout de même influencé par les fluctuations de certaines devises majeures dont les proportions sont : 18,56% pour le dollar US et 16,46% pour le yuan renminbi (CNY). On note une proportion non négligeable de la dette extérieure libellée en Euro (29,51%) qui est une devise non fluctuante vis-à-vis du FCFA. Il faut signaler également que tous les concours du FMI en DTS dont l'encours représente 18,84% de la dette extérieure n'ont pas d'effet sur le taux de change en raison de l'accord signé entre la BCEAO et l'Etat.

VI- DETTE GARANTIE PAR L'ETAT

Le montant total des garantis accordés par l'Etat se chiffre à 41,62 milliards de FCFA au 31 décembre 2022, soit 0,81% du PIB. Ces garanties ont été essentiellement accordées pour la réalisation des projets dans les secteurs de l'agriculture et la santé. L'encours des garanties représente 0,01% PIB à fin décembre 2022.

Tableau 15 : Situation des garanties en 2022 par l'Etat en milliard de FCFA

Bénéficiaire	Projet	Donneur d'ordre	Montant Garanti	Devise de la Garantie	Montant en Fcfa	Encours fin Déc 2022
Banques Locales	Financement des acteurs de la chaîne de valeur agricole	MIFA S.A	17 296 917 228	FCFA	17,297	0,63
Banco Santander SA	Construction d'un hôpital et quatre centres de santé de soins mères/enfants au Togo	INAM	37 083 524	Euros	24,325	-
TOTAL					41,62	0,63
PIB					5117,913	
TAUX					0,81%	0,01%

Source : DGTCP

VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)

Les activités du CNDP au titre de l'année 2022 s'articulent autour des points suivants :

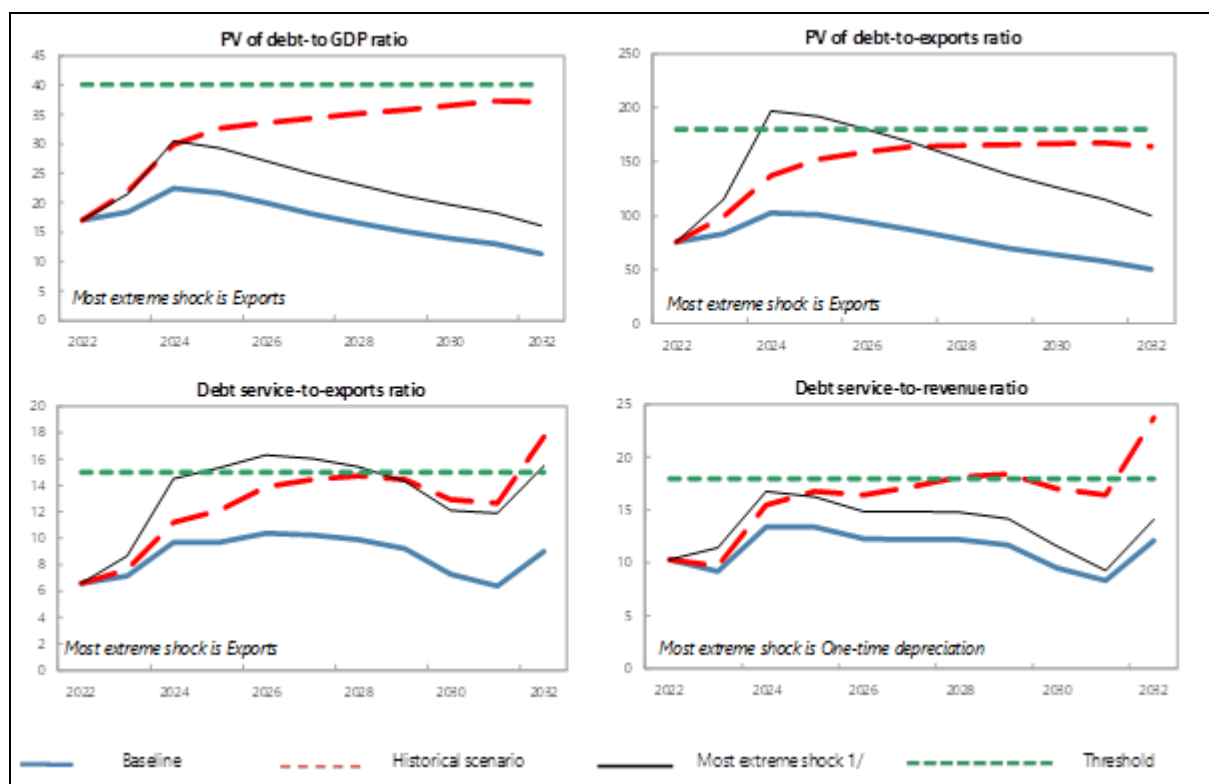
A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique

La Commission Technique du CNDP a procédé à l'Analyse de viabilité de la dette publique (AVD) du Togo sur la période 2022-2042 avec les données macroéconomiques et les données de la dette publique à fin décembre 2021.

A fin 2021, la note de l'Indice Composite (IC) attribuée au Togo dans le nouveau cadre révisé de viabilité de la dette (CVD) est de 2,85 le classant ainsi parmi les pays qui ont une capacité d'endettement moyenne.

Les résultats issus de l'AVD révèlent que la dette extérieure présente à court et moyen termes, un risque de surendettement modéré. Il ressort également que les indicateurs d'endettements extérieurs sont en deçà des normes requises dans le scénario de référence et dans les scénarios de chocs.

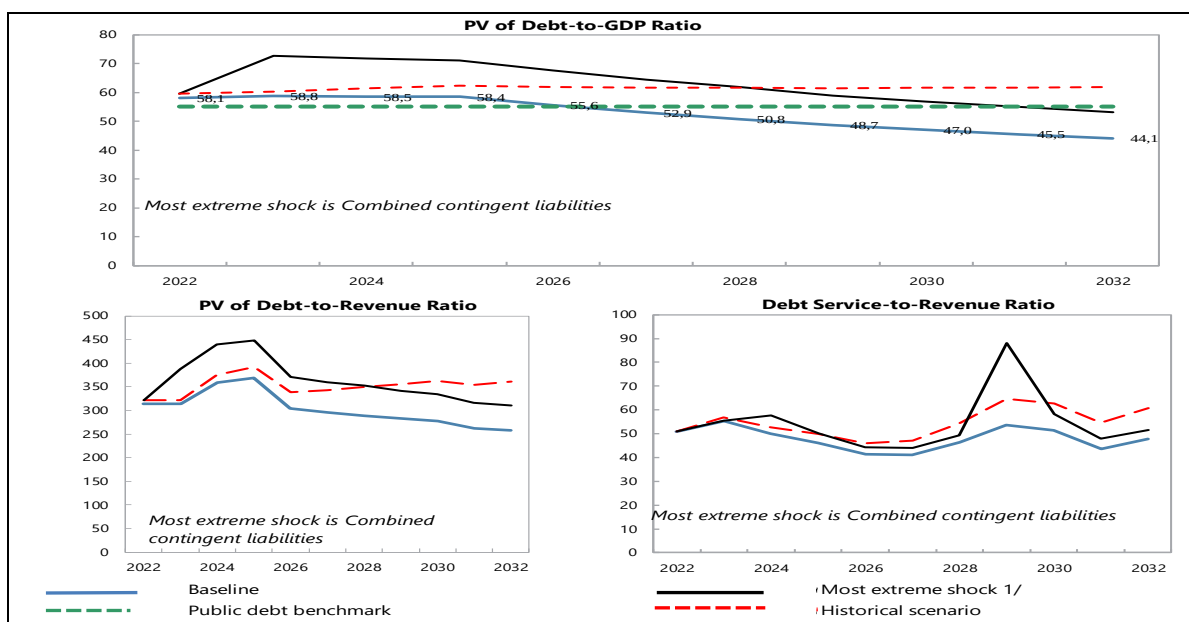
Figure 8 : Seuil de viabilité de la dette extérieure



Source : DGTCP (CVD)

La dette totale en pourcentage du PIB devrait passer de 64,9% en 2022 (contre 63% en 2021) à 58,7% en 2027. La valeur actualisée en % du PIB devrait passer de 57,8% en 2022 à 55,6% en 2026 pour se situer à 52,9% en 2027 contre un seuil de 55%.

Figure 9 : Seuil de viabilité de la dette totale (VA/PIB)



Source : DGTCP (CVD)

B- Orientation de stratégie d'endettement public

La stratégie retenue pour la période 2022-2026 vise à atténuer le risque de refinancement en allongeant la maturité moyenne du portefeuille qui passerait de 6,5 ans à fin 2021 à 8,0 ans à l'horizon 2026 tout en contribuant au développement du marché des titres publics de l'UEMOA et en mettant l'accent sur la possibilité d'une gestion plus active des titres (rachat, échange).

Cette stratégie vise :

- l'amélioration de la qualité des politiques et institutions pour bénéficier des nouvelles facilités de l'IDA19 (2021-2023) et du FAD15 (2020-2023) et des dons auprès d'autres partenaires offrant des conditions financières plus avantageuses. Le nouveau programme économique et financier appuyé par la facilité élargie de crédit, en cours de conclusion avec le FMI, viendra consolider les acquis dans la gestion des finances publiques ;
- le développement du marché financier à travers : i) des émissions régulières et prévisibles ; ii) la transparence et le respect des calendriers ; iii) la présence régulière sur le marché pour les opérations de gestion de trésorerie ; iv) le recours quasi-exclusif à l'émission des titres publics pour la mobilisation des ressources programmées dans le budget ; v) la sollicitation des particuliers, des fonds de pension et des compagnies d'assurance lors des opérations d'émissions de titres publics en raison de la faiblesse de la part de titres d'Etat détenus par ces derniers pour impacter le rallongement des maturités de ces titres et vi) l'intensification des actions en faveur du fonctionnement réel du marché secondaire.

C - Dossiers spécifiques examinés par le CNDP

Dans le cadre de ses activités programmées pour la gestion 2022, le CNDP a élaboré, validé et actualisé la Stratégie de dette à moyen terme (SDMT 2023-2025) annexé à la Loi de finances, exercice 2023. Le comité a produit trimestriellement le bulletin statistique qui constitue un document de publication des données de la dette publique. Le CNDP a également procédé à l'Analyse de Viabilité de la Dette publique (2022-2042).

Le Comité technique de la dette publique, a, au titre de ses attributions, conduit les différentes négociations qui ont abouti à la signature des accords de financement. Il a aussi procédé à l'examen des dossiers de requêtes de financement et des dossiers de demandes de prorogation de la date limite de décaissement des ressources de prêts et de dons.

Conclusion

A fin décembre 2022, de déficit qui est ressortit à 8,3% du PIB et corrélativement un niveau de dette par rapport au PIB de 65,8% du PIB en lien avec les crises sanitaire, sécuritaire et alimentaire.

Dans le moyen terme, la trajectoire de la dette se situerait à 61% du PIB en 2026 grâce à la consolidation budgétaire pour contenir le déficit budgétaire à l'intérieur de 3% du PIB à l'horizon 2026.

Les efforts vont se poursuivre pour maintenir la dette extérieure à un risque modéré de surendettement avec des marges conséquentes pour absorber les chocs et ramener le risque de surendettement global élevé à un risque de surendettement global modéré en 2026.

La crise de liquidité en lien avec le resserrement de la politique monétaire de la banque centrale pour contenir l'inflation dans la limite de 3% a entraîné la baisse de la couverture des émissions au cours du deuxième trimestre 2022.

Les efforts consentis ces dernières années dans la gestion de la dette publique ont été reconnus à travers la dernière évaluation DEMPA de la Banque qui est ressortie à plus de 75% de réalisation positive en 2022 contre 30% en 2016. Les réformes vont se poursuivre pour la transparence et par ricochet une meilleure visibilité vis-à-vis des agences de notation.